LA FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE

qui regroupe le Parti Socialiste S. F. I. O., le Parti Radical Socialiste et la Convention des Institutions Républicaines, présidée par

François MITTERRAND

donnant l'exemple de l'union et de la simplification de la vie politique, propose au peuple de France ce PROGRAMME réalisable dans les cinq années de la prochaine législature.

• La stabilité dans une démocratie authentique

Un contrat entre la majorité de l'Assemblée et le Gouvernement pour la durée de la législature, avec retour devant les électeurs en cas de crise ministérielle.

Une cour suprême constitutionnelle protégeant les libertés et la loi républicaines contre tous les arbitraires et la suppression de l'article 16.

La liberté de l'information et l'indépendance de la Radio-Télévision à l'égard de tous les pouvoirs.

• Une économie de progrès

Un plan démocratique, discuté de la base locale au niveau national, devant favoriser l'aménagement d'un grand complexe industriel Havrais à l'échelle européenne.

Une politique d'investissements sélective en faveur des besoins réels de la Nation, notamment par la création d'une banque nationale d'investissements.

Une réforme de la fiscalité faisant supporter les charges indispensables de l'Etat par chacun en fonction de ses véritables ressources.

• Une agriculture moderne

La parité des revenus pour les agriculteurs par la recherche de nouveaux débouchés et la modernisation de la production.

• Plus de justice sociale

Le droit au logement exige la construction de 600.000 logements par an, dont 350.000 logements sociaux, la prééminence de l'initiative publique en matière d'urbanisme, la création d'un organisme financier public accordant pour le logement des crédits de longue durée.

Le droit au travail exige pour tous les travailleurs :

- le plein emploi, grâce à une politique préventive de reconversion et de formation professionnelle ;
- le relèvement du pouvoir d'achat, particulièrement celui des plus défavorisés, par la suppression des zones de salaires, l'indexation du S.M.I.G. sur le coût de la vie et sur la croissance de la production ;
- la réduction progressive de la durée hebdomadaire du travail.

L'extension du Droit syndical, par la reconnaissance des syndicats dans l'entreprise, l'élargissement des attributions des comités d'entreprise et l'accroissement des pouvoirs de l'Inspection du travail.

Le droit à la santé exige l'extension et la modernisation du secteur public hospitalier, des salaires décents pour les personnels hospitaliers, une aide accrue à la recherche médicale, la généralisation des conventions entre le Corps médical et la Sécurité Sociale, la création d'un office central des industries pharmaceutiques.

Le droit à la solidarité nationale exige :

- pour les handicapés, l'accroissement des crédits pour la réadaptation ;
- pour les victimes de la guerre et les anciens combattants, le respect du rapport Constant ;
- pour les rapatriés d'Algérie, une indemnisation juste et équitable ;
- pour les personnes âgées, le relèvement des crédits du Fonds National de Solidarité ;
- pour les familles, l'augmentation et l'unification des allocations familiales.

La promotion de la Femme exige le respect du principe : « A travail égal, salaire égal » et le développement des équipements sociaux.

• La priorité des priorités à l'éducation nationale

Pour donner à la jeunesse l'égalité des chances dans la vie et lui apporter le droit à un avenir heureux, il est indispensable de moderniser et de démocratiser l'enseignement, de développer la recherche scientifique et de promouvoir une politique de la jeunesse et des loisirs par :

Le respect de la laïcité de l'école et du devoir essentiel de l'Etat à l'égard de ses écoles.

Une véritable gratuité de l'enseignement par l'augmentation des bourses et l'allocation d'études dans l'enseignement supérieur.

La refonte des programmes et l'amélioration de la carrière des chercheurs.

Le développement des institutions culturelles (maisons de la Culture, maisons de jeunes) et des **installations sportives.**

• La paix dans un monde organisé

La renonciation à la force de frappe atomique, la reconversion à des fins pacifiques de l'industrie atomique d'armement, la signature des accords de Moscou.

Une action cohérente en faveur de la Paix, du désarmement général, simultané et contrôlé, par une participation active à tous les organismes internationaux.

Une action énergique pour la construction de l'Europe des Peuples, garantie par l'élection au suffrage universel d'un Parlement européen.

Une action concrète en faveur du Tiers-Monde, notamment par une organisation du commerce international.

ELECTRICES, ELECTEURS,

La Fédération vous propose ainsi un véritable contrat dont l'application dépend d'abord de vous, de votre volonté de participer directement aux affaires de notre Pays, de votre désir d'assurer l'union des forces de gauche et de progrès sur des bases réalistes.

En vous prononçant massivement pour ce programme, vous choisirez la démocratie au service de l'Homme, l'expansion au service de la Justice et l'Europe au service de la Paix.

Candidats pour la 7me Circonscription :

L. LHONOREY

Candidat — **Métallurgiste**



Ancien Membre du Comité Directeur de la S.F.I.O.
Membre du Bureau Fédéral de la S.F.I.O. de la Seine-Maritime
Ancien Conseiller Municipal du Havre
Premier Vice-Président de la Caisse d'Allocations Familiales du Havre
Militant Syndicaliste
Militant " Ancien Combattant "
Chevalier du Mérite Social
Médaillé du Travail

G. LECHEVALLIER

Suppléant — **Chef de Service**



Secrétaire de la Section Socialiste S.F.I.O. du Havre
Membre de la Commission Administrative Fédérale de la S.F.I.O. de la Seine-Maritime

Des hommes dynamiques pour un socialisme d'aujourd'hui

Vu : LES CANDIDATS.

I. C. Le Havre